

Près de 3 000 000

La journée du 7 septembre a vu près de trois millions de manifestants exprimer leur rejet du projet de loi sur les retraites, dont l'examen à l'Assemblée nationale a débuté le même jour. Lire page 3



Chartres, photo dr

C'EST POSSIBLE!

hebdomadaire

n° 2954 • 1,30 euro •

de la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière,
fondé pendant la guerre sous le titre de
RÉSISTANCE OUVRIÈRE.

Directeur de la publication: J-C Mailly

141, avenue du Maine, 75680 Paris Cedex 14

Tél.: 01 40 52 84 55 - Fax: 01 40 52 84 71

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

FORCE

Ouvrière

Vendredi / Samedi / Dimanche / Lundi / Mardi / Mercredi / Jeudi 9 septembre 2010

**MOBILISATION
DES GRANDS
JOURS**

Il est possible de faire reculer le gouvernement

Il y a eu près de trois millions de manifestants en France le 7 septembre. Le rejet du projet de loi sur les retraites s'est exprimé, sous une forme ou sous une autre. Le gouvernement et le Parlement vont-ils bouger?



«Retrait», «abandon», d'autres formules encore, l'aspiration au rejet du projet de loi du gouvernement sur les retraites devient de plus en plus forte. Près de trois millions, le nombre des manifestants ce 7 septembre en dit long sur le message envoyé aux députés, alors que l'examen du texte débutait ce jour-là à l'Assemblée nationale.

«J'avais imaginé plus de deux millions, nous confiait Jean-Claude Mailly, dans la soirée, c'est donc une réussite. Maintenant, c'est au gouvernement et au Parlement de réagir.» Et le Secrétaire général de la CGT-FO de prévenir: «S'ils ne bougent pas, des suites à l'action d'aujourd'hui seront indispensables. En ce qui concerne FO, nous allons conserver notre logique: retrait ou abandon en sachant que, pour gagner, il faut l'unité d'action.» Un mandat pour ceux qui devaient représenter la Confédération à la réunion syndicale prévue le 8 septembre.

D'AUTRES ACTIONS SONT ENVISAGEABLES



En plus du nombre, le rejet de la réforme «projet Woerth-Fillon-Sarkozy» s'est également exprimé dans les cortèges où les banderoles et les mots d'ordre revendiquaient son «retrait» ou son «abandon». Force Ouvrière se bat depuis le début pour cela, proposant aux autres organisations syndicales de l'exiger en commun. En vain pour l'instant, du moins à l'échelle nationale car localement, ou dans les entreprises et les administrations, l'idée a fait son chemin.

Ainsi le 6 septembre au soir, des appels communs avaient été rédigés dans une vingtaine de départements, pour le «retrait» ou l'«abandon» de ce projet. Dans l'Eure, toutes les organisations syndicales s'étaient également mises d'accord dès le mois de juillet, comme l'explique le Secrétaire général de l'Union départementale (UD) FO, David Lecomte, pour ap-

peler à «une journée de grève interprofessionnelle». Beaucoup plus au Sud, à Marseille, plus rare aussi, tous les syndicats se sont mis d'accord et la manifestation géante, partie du Vieux-Port, s'est déployée derrière une banderole de tête, commune, portant trois revendications: «Pour l'abandon du projet de loi; pour une autre réforme; pour le partage des richesses.» Comme le relate Gérard Dossetto, numéro un de l'UD FO, «la CGT voulait bien du mot abandon, nous avons dit banco et tout le monde a suivi». Et le jour J, jusqu'à 200 000 personnes ont battu le pavé marseillais.

À Paris, les derniers manifestants ont commencé à défiler à la nuit tombante, quittant la République quatre heures après le début de la manifestation. Ce qui révolte le plus, c'est le fond même de la réforme: le report des âges de départ à la retraite, l'âge légal à 62 ans et la cessation d'activité sans décote à 67 ans, sans oublier la durée de cotisation, portée à 41 annuités en 2012. Sans fin? Alors que l'on sait que l'espérance de vie –en bonne santé– est de 63 ans pour les hommes et 64 pour les femmes? «Notre objectif est de faire reculer le gouvernement», a réaffirmé Jean-Claude Mailly lors d'un point de presse avant le départ de la manifestation parisienne. Avec cette question: «Qu'est-ce qui peut le faire bouger?», et cette réponse: «Une mobilisation forte.» Au soir du 7 septembre, tout prouve que c'est possible.

Photos de Paris: FO Hebdo/G. Ducrot

DIRE CE QU'ON FAIT ET FAIRE CE QU'ON DIT



L'éditorial de Jean-Claude Mailly

L'unité d'action est une force pour les salariés. Elle n'a rien à voir avec l'unité syndicale qui implique une seule organisation, ce qui n'est pas compatible avec notre conception de la démocratie et de la république sociale.

L'unité d'action est une démarche acceptée et nécessaire pour obtenir satisfaction.

Pour Force Ouvrière, sur le dossier retraite, l'objectif est d'obtenir l'abandon du texte gouvernemental. Ce n'est pas une question de posture, c'est une question de fond. Car entre la démarche gouvernementale et la démarche syndicale, il ne s'agit pas de différences ponctuelles ou à la marge, mais d'une opposition de fond.

Nous disons, nous, que pour préserver les droits actuels et à venir en matière de retraite, il faut dégager de nouvelles ressources financières, ce qui passe aussi par l'ouverture du chantier de la réforme fiscale. Et nous avons émis toute une série de propositions en la matière permettant d'assurer l'équilibre financier. Et nous avons notamment confirmé tout cela dans une lettre au ministre du Travail, le 8 juillet, lettre restée sans réponse.

Le gouvernement, lui, est dans une logique inverse: il veut réduire les dépenses en matière de retraite pour alléger les déficits et répondre aux attentes des marchés financiers et agences de notation. À partir de là, ce sont les salariés qui trinquent.

Les prétendues ouvertures du gouvernement n'en sont guère car pour régler, par exemple, correctement la pénibilité il faut

dégager des ressources nouvelles, ce qui est en contradiction avec la logique gouvernementale.

C'est pour toutes ces raisons que le gouvernement se montre inflexible.

Et le ministre du Travail dans tout cela?

Comme nous ne cessons de le répéter, il n'appartient pas au syndicat de choisir ou de désigner ses interlocuteurs. Ce n'est d'ailleurs pas la réforme de M. Woerth, c'est la réforme du gouvernement et du président de la République.

Quelle est l'influence de cette situation sur le dossier retraite? L'avenir le dira.

Il est vrai qu'on parle plus de «l'affaire» que du fond du dossier. Il est vrai aussi qu'un ministre affaibli ne sert pas obligatoirement le gouvernement.

Mais il est tout aussi vrai que le syndicat doit rester dans son rôle. C'est aussi une question de comportement, de liberté et d'indépendance.

Force Ouvrière ne changera pas sa ligne de conduite: tout faire pour obtenir le retrait du texte, parce qu'il est contraire aux intérêts des travailleurs.

Dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit.

Aujourd'hui 7 septembre, près de 3 millions de salariés sont descendus dans la rue et ont cessé le travail, c'est une réussite. Si le gouvernement et le Parlement ne répondent pas, d'autres actions seront bien entendu nécessaires. Pour Force Ouvrière ce sera sur la base du retrait ou de l'abandon et dans l'unité d'action.

S O M M A I R E

AGIR

Page 3

Mobilisation des grands jours: Il est possible de faire reculer le gouvernement.

Page 4

Dire ce qu'on fait et faire ce qu'on dit, par Jean-Claude Mailly.

Page 5

Radio: Silence, on licencie chez RFM et Virgin Radio.
École: Une rentrée tout en soustractions.

Page 6

Finances publiques: L'action républicaine menacée par la loi.
Le monde et la rigueur: «Des sacrifices humains pour d'invisibles dieux».

Page 7

Salaires: Effet boomerang en Allemagne.
Royaume-Uni: Le métro londonien ouvre le bal des arrêts de travail.

Page 8

Industrie pharmaceutique: Sanofi-Aventis engraisse et dégraisse.
Raffinerie Total de Dunkerque: Bras de fer judiciaire.

Page 9

Intérim: Le coup de gueule des Manpower.
Affaires étrangères: La diplomatie perd ses moyens d'action.
Post-scriptum: Nuisible ou responsable?
Libre!, par Yves Veyrier,
Secrétaire confédéral.

SAVOIR

Page 13

Les droits: Du nouveau sur le reclassement à l'étranger.
Consommation:
Une assurance peu rassurante.

Page 14

Le chiffre de la semaine.
Les chiffres utiles.
Les allocations chômage.

RESPIRER

Page 15

Des Cisterciens aux multinationales.
Voix de presse:
Retraites: déni d'ouverture, un essai en manque de transformation.

Page 16

Une sélection de livres.
À voir: Festival Est-Ouest:
Le Transsibérien fait étape à Die.

MONTRER

Pages 17 à 20

Réforme du système de santé états-unien: Le virus collectiviste?

DOSSIER

Pages 10 et 11

Rentrée scolaire: ce qui vous attend (deuxième partie).

Force Ouvrière hebdomadaire

Secrétaire confédéral chargé de la presse:
Y. Veyrier (8460)
Tél.: 0140528455 - Fax: 0140528471
Rédacteur en chef: D. Rousset (8455)

Réalisation: D. Hingant (8464),
F. Blanc (8466), O. Le Trouher (8465)
Révision: M.-P. Hamon (8468)
Contrat de travail: S. Fortin (8463)
Emploi: C. Girard (8469)
Économie: M.-L. Schissel (8458)

Santé, retraite: F. Lambert (8456)
Services: C. Josselin (8476)
État, fonction publique: V. Forgeront (8457)
International: E. Salamero (8459)
Service photos: G. Ducrot (8467)
Service abonnement: V. Rigaut (8233)

Faire précéder les n° de téléphone entre parenthèses par 01 40 52.

Mail: fohebdo@force-ouvriere-hebdo.fr

Imprimé par RPN, Livry-Gargan - 3^e trim. 2010
Commission paritaire : 0911S05818